Un échec cinglant de l'Aipac : Le lobby pro-israélien a-t-il présumé de ses forces ?

09/03/2014 à 6h00

La conférence de l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac) s'est achevée hier. Malgré l'euphorie de façade, c'est l'absence du président Barack Obama et le souvenir proche de la cuisante défaite subie par le lobby dans sa bataille pour entraver les négociations avec l'Iran qui ont dominé.

Les différents chiffres annoncés concernant la conférence annuelle de l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac) n'auront trompé personne. Malgré la présence de 14 000 participants, de plus de deux tiers des sénateurs américains, de dizaines de responsables politiques de haut rang, y compris John Kerry et Benyamin Nétanyahou, c'est bien l'absence de Barack Obama qui en aura été l'élément marquant.

> *Agacé par l'activisme du lobby qui tient à voir appliquer de nouvelles sanctions contre l'Iran, le président n'a pas honoré le meeting de sa présence. Traditionnel lieu de tous les éloges pour Israël et sa politique, la conférence n'a pas trahi sa réputation. Cependant, quelques semaines seulement après une défaite cinglante de l'Aipac face à l'administration Obama, les intervenants démocrates ont été moins consensuels qu'à l'accoutumée.*

Une forte influence

Fondé en 1951, le puissant lobby pro-israélien aux États-Unis n'est pas habitué aux défaites politiques. Grâce à un réseau influent de soutiens et de riches donateurs, il bénéficie de moyens importants pour influencer la politique américaine. Son

objectif affiché est le « *renforcement, la protection et la promotion des relations entre les États-Unis et Israël* ». L'Aipac défend aussi une doctrine proche de celle des néoconservateurs sur les problématiques proche-orientales, affichant notamment des positions très dures vis-à-vis de l'Iran et de tous les pays supposés hostiles à Israël. Il y a près de trente ans, le président Ronald Reagan n'avait pas cédé face à ses demandes répétées d'annuler une vente d'avions de surveillance militaire à l'Arabie saoudite. Depuis cet « incident de parcours », l'organisation a multiplié les succès. Tous les ans, les principales personnalités politiques américaines se pressent à sa conférence annuelle. Elles y défendent l'amitié entre Israël et les États-Unis et rappellent l'alliance indestructible entre les deux pays.

L'Aipac sponsorise habituellement des projets de loi sur la politique américaine au Proche-Orient qui sont acceptés à l'unanimité par le Congrès, son terrain d'influence favori : l'organisation bénéficie du soutien de nombreux sénateurs généreusement financés par l'organisation et acquis à son projet politique. Elle a activement soutenu les sanctions américaines contre l'Iran, avec plusieurs sénateurs, démocrates comme républicains, qui effectuent depuis de nombreuses années un travail législatif considérable pour accroître ces sanctions.

> ***L'Aipac s'est ainsi rapidement insurgée contre le pré-accord sur le règlement du conflit nucléaire iranien signé le 23 novembre 2013 à Genève. Tout comme Tel-Aviv, elle considère qu'il met en danger la sécurité d'Israël et qu'il convient d'appliquer une approche beaucoup plus ferme contre Téhéran.***

Les sénateurs Mark Kirk (républicain, Illinois) et Robert Menendez (démocrate, New Jersey) ont formulé un projet de loi, le Nuclear Weapon Free Iran Act, qui affirme que l'Iran continue de développer son programme nucléaire en violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des

Nations unies. Les négociations entamées à Genève ne seraient qu'un subterfuge de Téhéran afin de gagner du temps. L'Iran est présenté comme le principal soutien du terrorisme, ainsi que l'illustrerait son appui au Hezbollah et au régime syrien. Les sanctions auraient amené les autorités iraniennes à négocier ; il serait donc nécessaire de les maintenir et même les accroître. Il est précisé que si Israël, au motif de légitime défense, entreprenait des actions militaires contre les installations nucléaires iraniennes, les États-Unis se devraient de soutenir leur allié (1). Le texte a été critiqué : les rédacteurs affirment par exemple que l'Iran n'a pas le droit d'enrichir de l'uranium et du plutonium dans la mesure où il a ratifié le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ce qui est faux.

Contourner le veto présidentiel

Présenté au Sénat à la mi-décembre, ce projet de loi s'est rapidement approché de la majorité des deux tiers (67 sénateurs) grâce à une rhétorique qui a permis de ne pas braquer les démocrates : le Nuclear Weapon Free Iran Act serait un outil supplémentaire permettant à Obama de renforcer la diplomatie américaine et de menacer la République islamique d'un durcissement immédiat des sanctions si cette dernière ne respectait pas ses engagements, et ce projet ne serait en rien contraignant pour le président.

> ***L'Aipac a fait de ce projet sa priorité absolue et tous les moyens de communication du lobby ont été utilisés pour le soutenir. On trouvait par exemple, il y a peu, sur son site une lettre-type soutenant le Nuclear Weapon Free Iran Act, à imprimer par les citoyens et à envoyer aux sénateurs, ou encore des vidéos illustrant le danger que représenterait un Iran nucléarisé.***

Obama ayant fait de l'apaisement diplomatique avec l'Iran une des priorités de son second mandat, il a menacé le Sénat

d'utiliser son veto si d'aventure la loi était ratifiée. Malgré ces mises en garde et celles du leader des démocrates au Sénat, Harry Reid, refusant de mettre le vote de cette proposition de loi au calendrier du Sénat, seize sénateurs démocrates l'ont soutenue au cours du mois de janvier. Avec les soutiens unanimes des républicains, le projet a obtenu cinquante-neuf co-sponsors à la mi-janvier. Il ne manquait qu'une voix aux partisans du projet pour bloquer le Sénat grâce au fillibustering (« obstruction parlementaire »)2 et seulement quelques-unes pour contourner le veto présidentiel grâce à la majorité des deux tiers.

Bob Menendez et Mark Kirk, les deux rédacteurs du projet, se sont distingués au cours de leur carrière politique par des positions très proches des néoconservateurs. Ils ont déjà participé à la rédaction de différents amendements aggravant les sanctions américaines contre l'Iran et affichent un soutien indéfectible à la politique israélienne dès qu'ils en ont l'occasion.

Une surenchère qui ne fonctionne plus

Un front démocrate est apparu face aux partisans d'une augmentation des sanctions. La réalisation du pré-accord avec l'Iran signé à Genève devait débuter le 20 janvier et ce projet risquait d'en compromettre la mise en œuvre et d'être perçu comme une provocation par Téhéran.

> ***Aux côtés du président, on retrouve Harry Reid mais également un groupe de dix présidents de commissions démocrates qui ont publié une lettre en guise d'avertissement aux membres de leur parti qui voudraient se rallier au projet. D'autres personnalités démocrates comme John Kerry, Bill de Blasio ou Hillary et William Clinton affichent tour à tour l'espérance que suscite à leurs yeux une solution diplomatique négociée avec Téhéran. On note également la prise de position de certains think tanks très influents comme Carnegie Endowment for International Peace, dont la présidente Jessica Tuchman***

*Mathews a publié **un pamphlet** contre le projet de loi.*

Les sénateurs démocrates ayant soutenu le Nuclear Weapon Free Iran Act sont accusés de mener une politique qui conduira inéluctablement leur pays à la guerre.

L'Aipac peine alors à trouver de nouveaux *co-sponsors* au projet et la fermeté dont a fait preuve le président lors du discours sur l'état de l'Union est sans équivoque. Le 29 janvier, trois sénateurs démocrates ont retiré leur soutien après avoir été personnellement convaincus par le président. Le même jour, Menendez a reconnu l'échec de son projet – une défaite qui suivait un autres revers, son incapacité à bloquer la nomination de Chuck Hagel au poste de secrétaire à la défense.

*Quelles vont être les conséquences de cette défaite politique pour l'Aipac ? Le lobby essaye depuis de la camoufler en **déclarant officiellement soutenir les efforts de la diplomatie américaine**. L'intransigeance d'Obama s'est révélée victorieuse. Ce précédent pourra t-il faire évoluer la fin du mandat d'Obama et décomplexer sa politique au Proche-Orient ?*

Menendez et Nétanyahou ont certes multiplié à la tribune de la conférence, en ce début mars, les attaques contre la République islamique, la comparant à la Corée du Nord avec des dirigeants qui « aiment la mort ». Ils ont également défendu l'existence millénaire d'Israël ou l'indivisibilité de Jérusalem.

Mais cette fois la surenchère rhétorique n'a pas fonctionné. Le président Obama avait confirmé la veille à son homologue israélien la nécessité de faire des compromis pour résoudre le conflit israélo-palestinien et John Kerry a rappelé qu'il n'était pas question d'évoquer de nouvelles sanctions contre l'Iran tant que le processus diplomatique était en cours. Depuis bien longtemps l'atmosphère n'avait semblé aussi

> ***lourde autour de cette conférence, et ce ne sont pas Robert Menendez ni Benyamin, Nétanyahou, habituellement très applaudis, qui pourront dire le contraire.***

Notes :

[1] Mark Landler, Jonathan Weismanjan, Obama Fights a Push to Add Iran Sanctions, *The New York Times*, 13 janvier 2014

[2] Procédure permettant aux partisans d'un projet de loi menacé par un veto de bloquer le fonctionnement du Sénat grâce à des discours-fleuves.

ORIENTXXI